



Chapitre A-34

LOI SUR LES AUTOROUTES

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:
- «*autoroute*»: a) «*autoroute*»: une voie de circulation rapide, à accès limité et à péage;
- «*ministre*»: b) «*ministre*»: le ministre des transports;
- «*Office*»: c) «*Office*»: l'Office des autoroutes du Québec institué en vertu de la présente loi;
- «*enseigne lumineuse*». d) «*enseigne lumineuse*»: tout appareil d'éclairage d'une affiche par l'électricité ou le gaz et toute affiche lumineuse ou recouverte de peinture ou enduit réfléchissant.

S. R. 1964, c. 134, a. 1; 1972, c. 54, a. 32.

SECTION II

CONSTITUTION ET POUVOIRS DE L'OFFICE

- Corporation. Nom. **2.** Une corporation est constituée par la présente loi sous le nom de «*Office des autoroutes du Québec*».

S. R. 1964, c. 134, a. 2; 1977, c. 5, a. 14.

- Composition. **3.** L'Office est composé de cinq membres, dont un président et un vice-président. Les membres sont nommés par le gouvernement qui fixe leur traitement.

S. R. 1964, c. 134, a. 3.

- Président. **4.** Le président de l'Office demeure en fonction pendant dix années consécutives et après l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau. Il ne peut être destitué que pour cause et son traitement ne peut être réduit.

S. R. 1964, c. 134, a. 4.

- Intérêt dans entreprise de construction.** **5.** Aucun membre de l'Office ne doit avoir un intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de construction ou d'entretien de routes, ni dans une entreprise de fabrication ou de vente de machineries, d'appareils ou de matériaux utilisés dans la construction ou l'entretien de routes.
Si, lors de sa nomination, un membre de l'Office possède un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement, par succession, donation ou autrement, il est tenu d'en disposer immédiatement.
S. R. 1964, c. 134, a. 5.
- Pouvoirs.** **6.** L'Office est investi des pouvoirs généraux d'une corporation conciliables avec la présente loi, en outre des pouvoirs spéciaux que celle-ci lui confère.
- Siège social.** Il a son siège social dans la ville de Montréal. Cependant, il peut fixer son siège social dans une autre localité du district judiciaire de Montréal, en donnant connaissance de ce changement par avis publié dans la *Gazette officielle du Québec*.
S. R. 1964, c. 134, a. 6; 1968, c. 23, a. 8.
- Quorum.** **7.** Le quorum de l'Office est de trois membres.
Président. Le président a droit de voter comme membre et il a un vote prépondérant au cas de partage égal des voix.
S. R. 1964, c. 134, a. 7.
- Remplacements.** **8.** Au cas d'incapacité d'agir du président ou d'un membre de l'Office par suite d'absence ou de maladie, le gouvernement peut nommer une autre personne pour le remplacer temporairement et fixer son traitement.
S. R. 1964, c. 134, a. 8.
- Fonctionnaires et employés.** **9.** Les fonctionnaires et employés requis par l'application de la présente loi sont nommés suivant les dispositions de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).
- Expert.** Le gouvernement peut nommer et adjoindre à l'Office tout expert nécessaire et fixer sa rémunération.
S. R. 1964, c. 134, a. 9; 1965 (1^{re} sess.), c. 14, a. 81.
- Agent.** **10.** L'Office est, pour les fins de la présente loi, un agent de la couronne aux droits du Québec.
- Propriété de la couronne.** Les biens meubles et immeubles en la possession de l'Office sont la propriété de la couronne aux droits du Québec.
- Acquisition ou aliénation.** Toute acquisition ou aliénation de biens immeubles par l'Office

doit être préalablement autorisée, généralement ou spécialement, par le gouvernement.

S. R. 1964, c. 134, a. 10.

Approbation requise. **11.** L'Office doit soumettre à l'approbation du gouvernement son projet de budget au plus tard le 15 octobre de chaque année; ce projet doit être accompagné des justificatifs nécessaires.

1966-67, c. 49, a. 1.

Renseignements. **12.** L'Office doit fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

1966-67, c. 49, a. 1.

Immunités. **13.** Les membres de l'Office, ses fonctionnaires et ses employés ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

S. R. 1964, c. 134, a. 11.

Procédures défendues. **14.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre l'Office, ni contre ses membres agissant en leur qualité officielle.

S. R. 1964, c. 134, a. 12; 1965 (1^{re} sess.), c. 80, a. 1.

Recours en justice. **15.** Tout recours en justice en raison d'un acte ou d'un fait quelconque résultant de l'exercice des pouvoirs conférés à l'Office par la présente loi est exercé contre ce dernier et non contre le gouvernement.

Avis par écrit. Toutefois, aucune poursuite judiciaire ne peut être intentée contre l'Office, à moins qu'avis n'en ait été donné par écrit au procureur général, au siège du gouvernement, et à l'Office, à son siège social, au moins trente jours avant l'émission de l'assignation.

Acquittement de jugement. Le ministre des finances doit acquitter tout jugement rendu contre l'Office à même les deniers mis à sa disposition pour ces fins ou, s'ils sont insuffisants, à même le fonds consolidé du revenu.

S. R. 1964, c. 134, a. 13.

Saisie mobilière ou immobilière. **16.** Aucune saisie mobilière ou immobilière, par voie de saisie-exécution, de saisie-arrêt, de saisie avant jugement ou par toute autre

voie ne peut être pratiquée contre les biens en la possession de l'Office.

S. R. 1964, c. 134, a. 14; 1965 (1^{re} sess.), c. 80, a. 1.

SECTION III

BUT DE L'OFFICE

Objet. **17.** L'Office a pour objet:

- a) l'étude de tout projet d'autoroutes et de travaux connexes que peut lui confier en tout temps le gouvernement;
- b) la préparation de plans et devis de tout projet d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations et tous travaux connexes, sur l'ordre du gouvernement;
- c) la construction d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations et tous travaux connexes, sur l'ordre du gouvernement;
- d) l'administration des autoroutes;
- e) l'exécution des travaux d'entretien et de réparations nécessaires pour maintenir les autoroutes en bon état;
- f) l'établissement de règlements concernant ces voies de communication;
- g) l'emploi d'agents pour assurer l'observance de la loi et des règlements concernant ces voies de communication.

Agents de la paix. Les agents nommés conformément au paragraphe g sont d'office agents de la paix.

S. R. 1964, c. 134, a. 15; 1974, c. 37, a. 1.

Plans et devis. **18.** L'Office doit soumettre au ministre tous plans et devis pour la construction d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations, et tous travaux connexes projetés. La construction ne peut en être commencée qu'après approbation de ces plans et devis par le ministre et elle doit être effectuée conformément à ceux-ci.

S. R. 1964, c. 134, a. 16.

Acquisition ou expropriation. **19.** Pour les fins des travaux mentionnés à l'article 18 l'Office peut, avec l'autorisation du ministre, acquérir de gré à gré ou par expropriation, les immeubles et droits réels qu'il juge nécessaires.

S. R. 1964, c. 134, a. 17.

Partie d'immeuble. **20.** Quand une partie seulement d'un immeuble est requise, le gouvernement peut autoriser l'Office à l'exproprier en entier et l'Office peut alors disposer de la partie dont il n'a pas besoin.

S. R. 1964, c. 134, a. 18.

- Expropriation illimitée.** **21.** Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale.
S. R. 1964, c. 134, a. 19.
- Indemnités et frais.** **22.** Relativement aux autoroutes, les indemnités d'expropriation et les frais occasionnés par les procédures d'expropriation font partie des dépenses de l'Office.
S. R. 1964, c. 134, a. 21.
- Circulation et taux de péage.** **23.** L'Office peut réglementer la circulation sur chaque autoroute et fixer des taux de péage pour son usage.
- Approbation.** Ces règlements deviennent exécutoires après leur approbation par le gouvernement et leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Dérogation.** Les règlements de l'Office peuvent déroger aux dispositions du Code de la route (chapitre C-24) quant à la vitesse permise.
S. R. 1964, c. 134, a. 22; 1968, c. 23, a. 8.
- Infraction.** **24.** Quiconque contrevient à un des règlements mentionnés à l'article 23 commet une infraction et est passible des peines prévues au paragraphe 3° de l'article 89 du Code de la route (chapitre C-24).
S. R. 1964, c. 134, a. 23.
- Affiches.** **25.** 1. Les affiches et panneaux-réclame ainsi que les enseignes lumineuses sont prohibés le long des autoroutes et des voies de raccordement en deçà d'une distance déterminée par un arrêté du gouvernement publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qui peut varier d'une autoroute à l'autre ou d'une partie à l'autre du parcours d'une autoroute.
- Occupant d'une construction.** 2. L'occupant d'une construction où il exerce une profession ou occupation, peut, en deçà de la distance prescrite, y placer en vertu d'un permis accordé par l'Office une affiche ou une enseigne lumineuse ne comportant que son nom.
- Dimension.** 3. Les dimensions et caractéristiques de telle affiche ou enseigne lumineuse ainsi que l'endroit où elle peut être posée sont déterminés dans le permis.
- Plus d'un occupant.** 4. L'Office peut accorder un permis à plus d'un occupant d'une même construction.
- Droit d'entrée.** 5. Tout représentant autorisé de l'Office peut en tout temps péné-

trer sur la propriété privée pour inspecter les affiches, panneaux-réclame ou enseignes lumineuses qui s'y trouvent.

Infraction.

6. Quiconque contrevient au paragraphe 1 commet une infraction et est passible des sanctions édictées aux articles 9, 10 et 11 de la Loi sur les panneaux-réclame et affiches (chapitre P-5). Les poursuites en vertu du présent paragraphe sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) et la partie II de cette loi s'y applique.

S. R. 1964, c. 134, a. 24; 1968, c. 23, a. 8.

Cimetières d'autos.

26. 1. Les cimetières d'automobiles sont prohibés le long des autoroutes et voies de raccordement en deçà d'une distance déterminée par un arrêté du gouvernement publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qui peut varier d'une autoroute à l'autre ou d'une partie à l'autre du parcours d'une autoroute ou d'une voie de raccordement.

Responsabilité.

2. Lorsqu'une infraction du paragraphe 1 est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines édictées par le paragraphe 3:

- a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;
- b) le propriétaire des véhicules qui y sont déposés.

Peines.

3. Toute infraction du paragraphe 1 rend le contrevenant passible, en sus des frais, d'une amende de vingt à quarante dollars au cas d'une première infraction et de quarante à cent dollars au cas de toute infraction subséquente dans les douze mois suivants.

Enlèvement des véhicules.

4. Le tribunal qui prononce la sentence ordonne que les véhicules qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés dans un délai de huit jours à compter de la sentence, et ce aux frais de la personne condamnée.

Dispositions applicables.

5. Les poursuites en vertu du paragraphe 3 sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) et la partie II de cette loi s'y applique.

S. R. 1964, c. 134, a. 25; 1968, c. 23, a. 8.

Garde-neige.

27. L'Office peut installer des garde-neige sur les terrains adjacents aux autoroutes, à des endroits appropriés, mais de façon à ne pas causer de dommages et dans aucun cas devant des maisons ou autres bâtiments.

S. R. 1964, c. 134, a. 26.

Nom.

28. Avec l'approbation du gouvernement, l'Office peut donner un nom à toute autoroute ou section d'autoroute.

S. R. 1964, c. 134, a. 27.

SECTION IV

REVENUS ET EMPLOI DES FONDS

- Taux de péage. **29.** Les taux établis pour l'usage de chaque autoroute doivent être fixés, autant que possible, à un niveau suffisant pour rencontrer
- a) les frais d'exploitation et d'entretien;
 - b) les frais généraux de l'Office;
 - c) l'intérêt du capital engagé;
 - d) l'amortissement de ce capital sur une période maximum de cinquante ans;
 - e) une réserve adéquate pour la conservation, l'entretien, la réparation et le renouvellement de l'autoroute et pour les dépenses imprévues.
- Ajustement. Ces taux doivent être ajustés au besoin de façon que les revenus de l'Office n'excèdent pas les dépenses et obligations ci-dessus énumérées.
- S. R. 1964, c. 134, a. 28.
- Réserves et fonds d'amortissement. **30.** L'Office doit placer les réserves prévues à l'article 29 y compris les fonds d'amortissement, de la manière et au temps fixés par le gouvernement.
- S. R. 1964, c. 134, a. 29.
- Revenus. **31.** Tous montants provenant des opérations de l'Office sont versés au ministre des finances et portés au fonds consolidé du revenu. Ils sont ensuite dépensés pour les fins de l'Office avec l'autorisation du gouvernement.
- S. R. 1964, c. 134, a. 30.
- Dépenses. **32.** Les dépenses de l'Office sont acquittées par paiement direct du ministre des finances pour le compte de l'Office et soumises aux dispositions régissant l'utilisation des crédits budgétaires.
- S. R. 1964, c. 134, a. 31.
- Règlements spéciaux. **33.** Le gouvernement peut faire des règlements spéciaux touchant les conditions des contrats et engagements au nom de l'Office et il peut déterminer en quels cas ces contrats et engagements seront soumis à l'approbation soit du gouvernement, soit du Conseil du trésor; les articles 40 à 49 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6) s'appliquent à l'Office *mutatis mutandis*.

Dispositions non applicables. La Loi sur le Service des achats du gouvernement (chapitre S-4) ne s'applique pas à l'Office.

S. R. 1964, c. 134, a. 32; 1970, c. 17, a. 95, a. 102.

Vérification. **34.** Les comptes de l'Office doivent être vérifiés une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement, par un vérificateur qu'il nomme et dont il fixe la rémunération.

S. R. 1964, c. 134, a. 33.

Rapport. **35.** L'Office doit, chaque année, avant le 31 mars, faire au ministre rapport des biens en sa possession, de ses opérations, de ses revenus et de ses dépenses pour la période terminée le 31 décembre précédent et ce rapport doit être déposé par le ministre à l'Assemblée nationale dans les quinze jours suivants, si elle est alors en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante.

S. R. 1964, c. 134, a. 34; 1968, c. 9, a. 90.

SECTION V

EMPRUNTS DE L'OFFICE

Emprunts. **36.** Avec l'autorisation préalable du gouvernement, l'Office peut contracter des emprunts, par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine le gouvernement.

S. R. 1964, c. 134, a. 35.

Garantie. **37.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine
a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office;
b) garantir l'exécution de toute autre obligation de ce dernier;
c) autoriser le ministre des finances du Québec à avancer à l'Office tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

Paiement. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties et les montants de ces avances sont pris à même le fonds consolidé du revenu.

S. R. 1964, c. 134, a. 36.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 134 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-34 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 134

Chapitre A-34

LOI DES AUTOROUTES

LOI SUR LES AUTO-
ROUTES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 10	1 - 10	
10a	11	
10b	12	
11	13	
12	14	
13	15	
14	16	
15	17	
16	18	
17	19	
18	20	
19	21	
20		Abrogé 1973, c. 38, a. 116
21	22	
22	23	
23	24	
24	25	
25	26	
26	27	

S.R. 1964, c. 134		L.R. 1977, c. A-34	
ARTICLES		ARTICLES	REMARQUES
27		28	
28		29	
29		30	
30		31	
31		32	
32		33	
33		34	
34		35	
35		36	
36		37	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

